



Les institutions européennes et le changement climatique : comment ça marche?



Co-financé par l'Union européenne.

Les points de vue et opinions exprimés n'engagent que leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement ceux de l'Union européenne ou de l'Agence exécutive européenne pour l'éducation et la culture (EACEA). Ni l'Union européenne ni l'autorité chargée de l'octroi des subventions ne peuvent en être tenues responsables. Projet : 101081687 – C4C – CERV-2022-CITIZENS-CIV

Objectif de ce manuel





Objectif de ce manuel

Pourquoi ? A qui s'adresse-t-on ?

Développer la citoyenneté européenne chez les enseignants et les apprenants est crucial pour développer la sensibilité aux enjeux environnementaux.

Elle permet de comprendre que chaque individu a un rôle à jouer dans la préservation et la protection de l'environnement. En reconnaissant leur responsabilité en tant que citoyens de l'UE, les enseignants et les apprenants deviennent plus conscients de l'impact de leurs actions et de leurs choix et adoptent des comportements durables qui contribuent au bien-être de l'environnement.

La citoyenneté européenne encourage la collaboration et la coopération au-delà des frontières. Lorsque les enseignants et les apprenants développent un sentiment de citoyenneté européenne, ils reconnaissent que les questions environnementales dépassent les frontières nationales. Ils comprennent l'importance du partage des connaissances, d'initiatives inspirantes et des ressources avec les autres États membres de l'UE.

Cela favorise la coopération transnationale pour relever les défis environnementaux collectifs, tels que le changement climatique, la pollution et la perte de biodiversité.

La citoyenneté européenne encourage l'inclusion de l'éducation à l'environnement dans les programmes scolaires. Elle met l'accent sur l'intégration des questions environnementales, des principes de durabilité et de la sensibilisation à l'écologie dans diverses matières et activités. Les enseignants jouent un rôle essentiel en intégrant l'éducation à l'environnement dans leur enseignement, en aidant les apprenants à comprendre l'interconnexion entre les actions humaines et l'environnement. Les apprenants acquièrent ainsi les connaissances et les compétences nécessaires pour prendre des décisions éclairées et agir de manière responsable pour l'environnement.

Objectif de ce manuel

Le développement de la citoyenneté européenne permet aux apprenants de mieux comprendre les questions environnementales d'un point de vue mondial. Il les encourage à penser au-delà de leur environnement immédiat et à considérer l'impact plus large de leurs actions sur la planète. Les enseignants et les apprenants sensibilisés à la citoyenneté européenne comprennent que les défis environnementaux auxquels l'UE est confrontée sont souvent liés aux interdépendances environnementales mondiales. Cette perspective plus large favorise une approche plus holistique de la sensibilité environnementale, permettant aux apprenants d'apprécier l'interconnexion des écosystèmes et l'importance de la coopération mondiale en matière d'environnement.

La citoyenneté européenne favorise la participation active aux processus démocratiques et à la prise de décision. Les enseignants et les apprenants sensibilisés à la citoyenneté européenne sont plus enclins à s'engager dans l'activisme environnemental, le plaidoyer et les initiatives qui promeuvent des pratiques et des politiques durables. Ils comprennent qu'en participant activement aux processus démocratiques, en sensibilisant et en exprimant leurs préoccupations, ils peuvent contribuer à façonner les politiques environnementales au niveau local, national et européen.

Le développement des valeurs citoyennes de l'Union européenne nourrit le sens de la gestion de l'environnement chez les enseignants et les apprenants. Ils développent un lien profond et un engagement envers l'environnement, reconnaissant leur rôle en tant que gardiens du monde naturel.

Ce sens de la responsabilité les motive à agir pour protéger et préserver l'environnement pour les générations actuelles et futures. Ils deviennent des défenseurs des pratiques durables, des efforts de conservation et de la promotion de politiques et de comportements respectueux de l'environnement.

En développant la citoyenneté européenne en termes de sensibilité à l'environnement, les enseignants et les apprenants comprennent davantage leur rôle dans la conservation de l'environnement. Ils deviennent des participants actifs pour relever les défis environnementaux, favoriser la collaboration transnationale, intégrer l'éducation à l'environnement, adopter une perspective globale, promouvoir une citoyenneté active et protéger l'environnement. Finalement, cela permet de cultiver une génération d'individus conscients et responsables de l'environnement, qui sont équipés pour s'attaquer aux problèmes environnementaux urgents de notre époque.

Objectif de ce manuel

L'objectif principal du manuel répond pleinement à l'une des principales priorités de l'UE concernant "l'engagement des citoyens et des sociétés dans les discussions et les actions liées à la préservation du climat et de l'environnement".

Voici les sujets que nous allons aborder dans ce manuel :

- *Les principales institutions de l'UE qui définissent l'orientation politique, les objectifs et le cadre économique de l'UE.*
- *Qui sont les acteurs des politiques climatiques de l'UE ?*
- *Les politiques environnementales de l'UE dans l'histoire.*
- *L'historique de l'émergence des normes environnementales de l'UE.*
- *Les principes et cadres généraux de la politique environnementale de l'UE.*
- *La législation européenne et mondiale sur le climat : Ce que la science nous dit aujourd'hui*
- *Comment les citoyens peuvent-ils participer aux décisions de l'UE ?*
- *Comment lutter dans un monde qui brûle ?*



Les principales institutions de l'UE qui définissent l'orientation politique, les objectifs et le cadre économique de l'UE.



Les principales institutions de l'UE qui définissent l'orientation politique, les objectifs et le cadre économique de l'UE.

Les principales institutions de l'UE qui définissent l'orientation politique, les objectifs et le cadre économique de l'Union européenne sont les suivantes :

La Commission européenne est l'organe exécutif de l'UE et joue un rôle central dans l'élaboration de l'agenda politique. Elle propose des lois, met en œuvre les politiques de l'UE, gère le budget de l'UE et représente l'UE sur la scène internationale.

La Commission initie et coordonne l'élaboration des politiques de l'UE et veille à leur mise en œuvre dans les États membres.

Le Parlement européen est l'organe législatif de l'UE directement élu. Il représente les intérêts des citoyens de l'UE et exerce des pouvoirs législatifs en adoptant, modifiant et approuvant les lois et règlements de l'UE.

Le Parlement joue également un rôle crucial dans la définition de l'orientation politique de l'UE en participant aux débats, en formant des alliances politiques et en demandant des comptes à la Commission.

Le Conseil de l'Union européenne, souvent appelé Conseil, représente les gouvernements des États membres. Il est chargé de prendre des décisions sur les politiques, la législation et les budgets de l'UE.

La composition du Conseil varie en fonction du sujet traité, avec différentes configurations composées de ministres des États membres. Il travaille en collaboration avec le Parlement européen pour adopter la législation et définir l'orientation politique de l'UE.

Le Conseil européen est composé des chefs d'État ou de gouvernement des États membres de l'UE, ainsi que du président de la Commission européenne et du président du Conseil européen. Il définit l'orientation stratégique et les priorités politiques de l'UE. Le Conseil européen se réunit régulièrement pour discuter et donner des orientations sur diverses questions, notamment les politiques économiques, les affaires étrangères et les grandes initiatives de l'UE.

Les principales institutions de l'UE qui définissent l'orientation politique, les objectifs et le cadre économique de l'UE.

La Banque centrale européenne est responsable de la politique monétaire dans la zone euro, qui comprend les États membres de l'UE ayant adopté l'euro comme monnaie. La BCE a pour objectif de maintenir la stabilité des prix, de formuler et de mettre en œuvre la politique monétaire et de superviser la stabilité financière de la zone euro. Elle joue un rôle crucial dans l'élaboration du cadre et des objectifs économiques de l'UE.

Des institutions collaborent pour définir l'orientation politique, les objectifs et le cadre économique de l'UE. Elles participent aux processus décisionnels, à l'élaboration des politiques et à la coordination afin de définir l'orientation de l'UE dans son ensemble et d'assurer la mise en œuvre de politiques communes dans les États membres. Grâce à leurs efforts collectifs, ces institutions contribuent à la gouvernance globale et au développement de l'Union européenne.

Elles sont présentées dans la partie suivante.



Co-financé par l'Union européenne.

Les points de vue et opinions exprimés n'engagent que leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement ceux de l'Union européenne ou de l'Agence exécutive européenne pour l'éducation et la culture (EACEA). Ni l'Union européenne ni l'autorité chargée de l'octroi des subventions ne peuvent en être tenues responsables. Projet : 101081687 – C4C – CERV-2022-CITIZENS-CIV

Qui sont les acteurs des politiques climatiques de l'UE ?

Informations sur les organes de l'UE chargés de l'environnement, qui luttent contre le changement climatique.



Qui sont les acteurs des politiques climatiques de l'UE ?

Différents organismes, agences, réseaux et projets européens travaillent sur les questions climatiques et jouent un rôle dans l'élaboration des politiques environnementales au sein de l'Union européenne. Vous trouverez ici une liste de ces principaux acteurs :

L'Agence européenne pour l'environnement (AEE) (1) est une agence de l'Union européenne qui fournit des connaissances et des données afin de soutenir les objectifs de l'Europe en matière d'environnement et de climat :

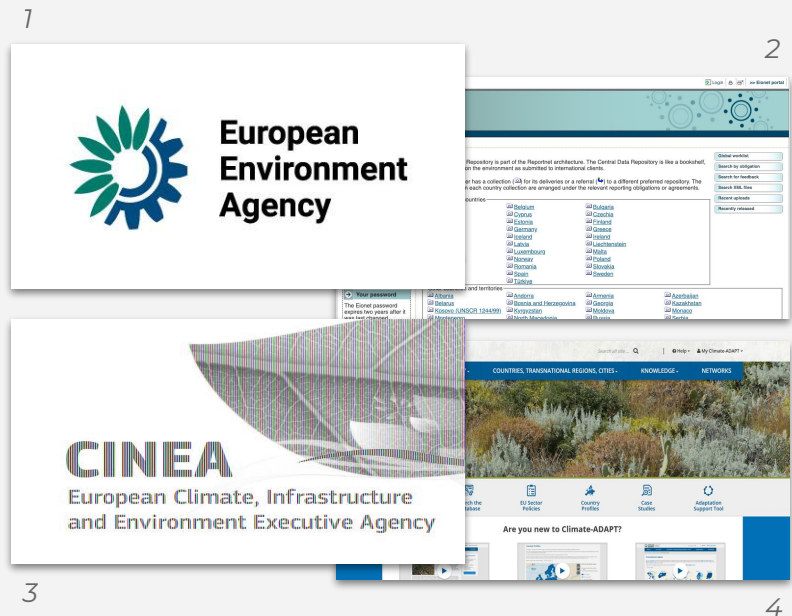
- elle aide l'UE et les pays membres à prendre des décisions éclairées
- elle développe et coordonne Eionet, un réseau d'organismes nationaux de protection de l'environnement.

Le réseau européen d'information et d'observation pour l'environnement (Eionet) (2) se compose de l'AEE et de 400 autres institutions nationales de 38 pays, spécialisées dans les questions environnementales, ainsi que de huit centres d'expertise thématique sous contrat avec l'AEE, appelés centres thématiques européens (CTE).

L'un d'entre eux est consacré à l'atténuation du changement climatique : **le centre thématique européen sur l'atténuation du changement climatique et l'énergie.**

L'Agence exécutive européenne pour le climat, les infrastructures et l'environnement (CINEA) (3) soutient le Green Deal de l'UE par la mise en œuvre de ses programmes délégués.

La plateforme européenne d'adaptation au climat (Climate-ADAPT) (4) est un partenariat entre la Commission européenne et l'Agence européenne pour l'environnement (AEE). Elle vise à aider l'Europe à s'adapter au changement climatique en aidant les utilisateurs à accéder et à les partager des informations et des données fiables.



REFERENCES

EEA:
<https://www.eea.europa.eu/about-us>

Eionet:
<https://www.eionet.europa.eu/>
<https://www.eionet.europa.eu/etcs>

European Climate Adaptation Platform
<https://climate-adapt.eea.europa.eu/>

European Topic Centre on Climate change mitigation and energy:
<https://www.eionet.europa.eu/etcs/etc-cm>

CINEA:
https://cinea.ec.europa.eu/about-us/mission-structure-and-objectives_fr

Qui sont les acteurs des politiques climatiques de l'UE ?

Les points focaux nationaux (PFN) (1) sont les institutions nationales désignées pour faire le lien entre l'AEE et le pays.

- *Italie* : Institut pour la protection et la recherche environnementales (ISPRA).
- *Hongrie* : Ministère de l'énergie, Secrétariat d'État à l'environnement et à l'économie circulaire
- *Pologne* : Inspection générale de la protection de l'environnement, Département de la surveillance de l'environnement
- *France* : Commissariat général au Développement durable

Horizon Europe (2) est l'ambitieux programme de recherche et d'innovation de l'UE pour 2021-2027, avec un budget de 95,5 milliards d'euros. CINEA gère certaines parties du programme. L'un de ses programmes spécifiques pour le climat est le programme **Climate Sciences- Horizon Europe**.

Copernicus Climate Change Service (C3S) (3) fournit des informations sur le climat passé, présent et futur en Europe et dans le reste du monde. Il soutient les politiques d'adaptation et d'atténuation de l'Union européenne en fournissant des informations fiables sur le changement climatique. Il offre un accès libre et gratuit aux données climatiques et à des outils basés sur la science.



REFERENCES

C3S:
<https://climate.copernicus.eu/about-us>

Climate Science:
https://cinea.ec.europa.eu/programmes/horizon-europe/climate-action-horizon-europe_en

National Focal Points list in Europe:
<https://www.eea.europa.eu/en/about/who-we-are/our-knowledge-network-eionet/list-of-national-focal-points>

NFP in Hungary:
<https://kormany.hu/en/erqiaugyi-miniszterium>

NFP in France:
<https://www.ecologie.gouv.fr/>

NFP in Italy:
<https://www.isprambiente.gov.it/en>

NFP in Poland:
<http://www.gios.gov.pl/en/>

Historique de l'émergence des normes environnementales de l'UE.

La politique environnementale de l'Union Européenne



Historique de l'émergence des normes environnementales de l'UE.

L'Union européenne (UE) dispose d'une politique environnementale globale visant à protéger l'environnement et à promouvoir le développement durable. La politique environnementale de l'UE repose sur une série de mesures législatives et d'initiatives destinées à réduire la pollution, à protéger la biodiversité et à lutter contre le changement climatique.

1970s

1980s

1990s

2020s

L'émergence des normes environnementales de l'UE remonte aux années 1970, lorsque les inquiétudes concernant l'impact négatif de l'industrialisation et de l'urbanisation sur l'environnement ont commencé à se répandre en Europe. À l'époque, il n'existait pas de normes ou de réglementations cohérentes au niveau de l'UE pour traiter les questions environnementales. Lors du Conseil européen qui s'est tenu à Paris en 1972 (1), les chefs d'État ont identifié la nécessité d'une politique communautaire de l'environnement et ont appelé à l'élaboration d'un programme d'action.

1970s

1980s

1990s

2020s

Une autre étape a été franchie avec l'Acte unique européen de 1987 (2), qui a fourni la première base juridique pour une politique commune de l'environnement visant à préserver la qualité de l'environnement, à protéger la santé humaine et à assurer une utilisation rationnelle des ressources naturelles.

REFERENCES

<https://www.europarl.europa.eu/factsheets/en/sheet/71/environment-policy-generalprinciples-and-basic-framework>

https://ec.europa.eu/info/strategy/priorities-2019-2024/european-green-deal_en

7



2



Historique de l'émergence des normes environnementales de l'UE.

1970s

1980s

1990s

2020s

REFERENCES

Dans les années 1990, l'UE a adopté un certain nombre de directives et de règlements environnementaux importants, notamment la directive sur le traitement des eaux urbaines résiduaires, la directive sur l'eau potable et le règlement sur les substances appauvrissant la couche d'ozone.

Ces normes ont été conçues pour protéger la santé humaine et l'environnement contre diverses formes de pollution et de dégradation.

<https://www.europarl.europa.eu/factsheets/en/sheet/71/environment-policy-generalprinciples-and-basic-framework>

https://ec.europa.eu/info/strategy/priorities-2019-2024/european-green-deal_en

1970s

1980s

1990s

2020s

Depuis 2000, date à laquelle la directive-cadre sur l'eau a été adoptée, l'UE a continué à mettre en œuvre un large éventail de normes et de réglementations environnementales, couvrant des sujets tels que la qualité de l'air, les émissions industrielles, les produits chimiques et la biodiversité. Ces normes sont conçues pour promouvoir le développement durable et protéger la santé humaine et l'environnement. L'objectif de "lutte contre le changement climatique" a été spécifiquement énoncé dans le traité de Lisbonne (2009), qui a également conféré à l'UE le droit de conclure des accords internationaux.

Aujourd'hui, la politique environnementale de l'UE est guidée par le pacte vert européen, qui vise à rendre l'UE neutre sur le plan climatique d'ici 2050, à protéger la biodiversité et à améliorer la qualité de vie des citoyens européens. L'UE a également joué un rôle de premier plan dans les efforts internationaux visant à lutter contre le changement climatique et les problèmes environnementaux, tels que l'accord de Paris et la convention-cadre des Nations unies sur le changement climatique.

Les principes et cadres généraux de la politique environnementale de l'UE.

La politique environnementale de l'Union Européenne



Les principes et cadres généraux de la politique environnementale de l'UE.

La politique environnementale de l'Union européenne (UE) repose sur un ensemble de principes qui guident l'élaboration et la mise en œuvre de la législation et des initiatives en matière d'environnement :

- **Le principe de précaution** stipule qu'en cas d'incertitude scientifique sur les effets d'une activité, d'un produit ou d'un service sur l'environnement ou la santé, des mesures doivent être prises pour prévenir ou minimiser ces effets.
- **Le principe du pollueur-payeur** stipule que ceux qui causent une pollution ou des dommages à l'environnement doivent supporter les coûts de réparation et de nettoyage, plutôt que de répercuter ces coûts sur les contribuables ou la société dans son ensemble.
- **Le principe d'intégration** appelle à l'intégration de la protection de l'environnement dans tous les domaines de la politique et de la prise de décision afin de promouvoir le développement durable et de prévenir ou de minimiser les incidences négatives sur l'environnement.

- **Le principe de proximité** encourage l'implantation d'activités industrielles à proximité de leur source de matières premières ou de leur marché, afin de réduire les incidences environnementales liées au transport.
- **Le principe de prévention** met l'accent sur l'importance d'empêcher les dommages environnementaux de se produire, plutôt que de compter sur le nettoyage ou la réparation après le dommage.
- **Le principe du développement durable** appelle à utiliser les ressources en fonction des besoins actuels, tout en les préservant pour les générations futures.

Ces principes reflètent l'engagement de l'UE à promouvoir le développement durable, à protéger la santé humaine et l'environnement et à garantir des conditions de concurrence équitables entre les entreprises opérant dans l'UE.

REFERENCES

<https://post.parliament.uk/research-briefings/posit-pn-0590/>

Les principes et cadres généraux de la politique environnementale de l'UE.

La politique environnementale de l'UE s'appuie sur des cadres de base pour assurer l'efficacité des actions en faveur de l'environnement :

Les programmes d'action pour l'environnement (PAE)

Depuis 1973, la Commission publie des programmes d'action pour l'environnement (PAE) qui définissent les étapes législatives et les objectifs de la politique environnementale de l'UE. Le nouveau programme soutient et développe les objectifs environnementaux et climatiques de la Convention verte européenne (Green Deal) et offre un cadre pour atteindre les objectifs environnementaux.

Stratégies de développement durable

L'Union européenne met activement en œuvre des stratégies de développement durable depuis 2001 et a intégré les objectifs de développement durable (ODD) dans les priorités politiques de l'UE.

La coopération environnementale internationale

L'UE participe aux négociations internationales en matière d'environnement et est liée à de nombreux accords environnementaux mondiaux, régionaux ou sous-régionaux afin de sauver et d'améliorer l'environnement dans le monde. Le réseau de l'Union européenne pour la mise en œuvre et l'application du droit de l'environnement (IMPEL) a été créé pour renforcer l'application du droit en offrant aux décideurs politiques, aux inspecteurs de l'environnement et aux agents chargés de l'application du droit, un forum où ils peuvent partager leurs idées et leurs initiatives inspirantes. L'Union européenne gère également le programme européen d'observation de la Terre (Copernicus), qui fournit des données provenant d'observations par satellite sur les changements dans l'atmosphère, les océans et sur la terre.

Les cadres de la politique environnementale de l'UE visent à créer un avenir durable pour l'UE en promouvant la protection de l'environnement, en luttant contre le changement climatique et en encourageant le développement durable.

REFERENCES

<https://post.parliament.uk/research-briefings/post-pn-0590/>



Co-financé par l'Union européenne.

Les points de vue et opinions exprimés n'engagent que leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement ceux de l'Union européenne ou de l'Agence exécutive européenne pour l'éducation et la culture (EACEA). Ni l'Union européenne ni l'autorité chargée de l'octroi des subventions ne peuvent en être tenues responsables. Projet : 101081687 – C4C – CERV-2022-CITIZENS-CIV

La législation européenne et mondiale sur le climat. Ce que la science nous dit aujourd'hui.

Lois et Traités que l'UE doit respecter dans les années à venir



La législation européenne et mondiale sur le climat. Ce que la science nous dit aujourd'hui.

I. Introduction

Le changement climatique est un énorme défi mondial qui nécessite une action urgente de la part des gouvernements et des organismes internationaux.

Au cours des dernières décennies, la communauté scientifique a fourni des preuves irréfutables de l'impact du changement climatique et de la nécessité urgente de réduire les émissions de gaz à effet de serre. En réponse, diverses législations ont été adoptées aux niveaux européen et mondial pour atténuer le changement climatique et promouvoir le développement durable.

Ce document explore les principaux aspects de la législation européenne et mondiale sur le climat, fournit des informations sur les dernières recherches scientifiques et propose des suggestions d'actions futures.

II. La législation européenne sur le climat

L'Union européenne (UE) a été à l'avant-garde de l'action climatique et a mis en œuvre plusieurs initiatives pour lutter contre le changement climatique.

La pierre angulaire de la législation européenne sur le climat est le système communautaire d'échange de quotas d'émission (SCEQE), qui fixe un plafond aux émissions de carbone et permet aux entreprises d'échanger des quotas d'émission. Il s'agit du plus grand marché du carbone au monde, conçu pour réduire les émissions de gaz à effet de serre dans différents secteurs. Ce mécanisme encourage les entreprises à réduire leurs émissions et à investir dans des technologies plus propres.

Outre le SCEQE, l'UE s'est fixée des objectifs ambitieux pour atteindre la neutralité carbone d'ici 2050. Le Green Deal européen, introduit en 2019, est la stratégie de l'UE pour atteindre l'objectif à cette date. Il propose une utilisation efficace des ressources en s'orientant vers une économie propre et circulaire, la restauration de la biodiversité et la réduction de la pollution.

REFERENCES

CAN Europe (2022). *Climate Laws in Europe Essential for achieving climate neutrality.* <https://www.germanwatch.org/sites/default/files/climate-laws-briefing-eng.pdf>

European Commission. (n.d.) *EU Emissions Trading System (EU ETS).* https://ec.europa.eu/clima/policies/ets_en

European Commission. (n.d.) *The European Green Deal.* https://ec.europa.eu/info/strategy/priorities-2019-2024/european-green-deal_en

European Council. (2023). *Climate change: what the EU is doing.* <https://www.consilium.europa.eu/en/policies/climate-change/>

Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC). (n.d.). *About IPCC.* <https://www.ipcc.ch/about/>

La législation européenne et mondiale sur le climat. Ce que la science nous dit aujourd'hui.

De plus, l'UE a mis en place un large éventail de politiques et d'initiatives visant à lutter contre le changement climatique et à assurer la transition vers une économie durable et à faible émission de carbone. Parmi les principaux aspects de la législation européenne en matière de climat, on peut citer :

- Le règlement sur le partage de l'effort (ESR), qui impose à chaque État membre de réduire les émissions dans les secteurs non couverts par le système européen d'échange de quotas d'émission (EU ETS). Chaque État membre de l'UE s'est en outre fixé un objectif individuel en fonction de sa richesse et de ses niveaux d'émissions.

- L'UE s'est également engagée à augmenter sa part d'énergie renouvelable à au moins 32 % d'ici 2030, ce que l'on appelle la directive sur les énergies renouvelables (DER). Cette directive fixe des objectifs contraignants en matière d'énergies renouvelables pour les États membres de l'UE et encourage le développement et le déploiement des sources d'énergie renouvelables.

Un autre objectif que s'est fixé l'UE est d'améliorer l'efficacité énergétique de 32,5 % grâce à la directive sur l'efficacité énergétique (DEE). La DEE se concentre sur l'amélioration de l'efficacité énergétique dans différents secteurs et fixe des objectifs contraignants en matière d'économies d'énergie.

Il ne s'agit là que de quelques exemples de la législation européenne en matière de climat. L'UE s'efforce en permanence de renforcer ses politiques climatiques et de garantir leur mise en œuvre dans les États membres.



REFERENCES

CAN Europe (2022). *Climate Laws in Europe Essential for achieving climate neutrality.* <https://www.germanwatch.org/sites/default/files/climate-laws-briefing-eng.pdf>

European Commission. (n.d.) *EU Emissions Trading System (EU ETS).* https://ec.europa.eu/clima/policies/ets_en

European Commission. (n.d.) *The European Green Deal.* https://ec.europa.eu/info/strategy/priorities-2019-2024/european-green-deal_en

European Council. (2023). *Climate change: what the EU is doing.* <https://www.consilium.europa.eu/en/policies/climate-change/>

Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC). (n.d.). *About IPCC.* <https://www.ipcc.ch/about/>

III. Législation mondiale sur le climat

La législation mondiale sur le climat désigne les efforts collectifs déployés par les pays du monde entier pour s'attaquer au problème du changement climatique au moyen de cadres juridiques et de politiques. Les accords mondiaux sur le climat, tels que l'Accord de Paris, jouent un rôle crucial en favorisant la coopération internationale et en fixant des objectifs de réduction des émissions. Ces initiatives législatives reconnaissent le besoin urgent de transition vers une économie à faible émission de carbone, de promouvoir des pratiques durables et de protéger les écosystèmes et les populations vulnérables.

L'accord de Paris constitue un accord historique adopté en 2015 par près de 200 pays. L'accord vise à limiter le réchauffement climatique à bien moins de 2 degrés Celsius par rapport aux niveaux préindustriels et à poursuivre les efforts pour limiter l'augmentation de la température à 1,5 degré Celsius.

Dans le cadre de l'Accord de Paris, les pays ont soumis des contributions déterminées au niveau national (CDN), décrivant leurs objectifs et actions individuels en matière de climat.

Pour soutenir la mise en œuvre de l'Accord de Paris, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) évalue régulièrement les dernières découvertes scientifiques. En 2023, le GIEC a publié son dernier rapport, soulignant la nécessité d'une action immédiate et ambitieuse pour limiter le réchauffement climatique.

Une autre politique concerne les mécanismes financiers visant à apporter un soutien financier aux pays en développement dans leurs actions en faveur du climat. L'un de ces mécanismes est le Fonds vert pour le climat (FVC), créé dans le cadre de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC). Le FVC canalise les ressources financières des pays développés vers les pays en développement afin de soutenir les projets et les programmes d'atténuation et d'adaptation au changement climatique.

REFERENCES

IPCC. (2023). AR6 Synthesis Report: Climate Change 2023. <https://www.ipcc.ch/report/sixth-assessment-report-cycle/>

United Nations Framework Convention on Climate Change (UNFCCC). (2015). Paris Agreement. <https://unfccc.int/process-and-meetings/the-paris-agreement/the-paris-agreement>

United Nations Framework Convention on Climate Change (UNFCCC). (2021). Nationally Determined Contributions (NDCs). <https://unfccc.int/process/the-paris-agreement/nationally-determined-contributions-ndcs>

United Nations Framework Convention on Climate Change (UNFCCC). (n.d.). Green Climate Fund. <https://unfccc.int/process/bodies/funds-and-financial-entities/green-climate-fund>

La législation européenne et mondiale sur le climat. Ce que la science nous dit aujourd'hui.

Ces mécanismes financiers jouent un rôle essentiel en comblant le fossé financier et en garantissant une participation équitable aux efforts mondiaux de lutte contre le changement climatique.

De nombreux pays ont mis en œuvre leur propre législation nationale sur le climat. Par exemple, le Royaume-Uni a adopté une loi sur le changement climatique, qui fixe des objectifs de réduction des émissions juridiquement contraignants. La Chine, premier émetteur mondial de gaz à effet de serre, a dévoilé des plans ambitieux pour atteindre la neutralité carbone d'ici 2060.

IV. Ce que la science nous dit aujourd'hui

La communauté scientifique continue de faire progresser notre compréhension du changement climatique et de ses impacts. Aujourd'hui, les scientifiques nous avertissent que le monde est en passe de connaître un réchauffement climatique important, dépassant les objectifs fixés par l'Accord de Paris.

Des études récentes ont mis en évidence l'accélération de la fonte des glaces dans les régions polaires, le déclin rapide des récifs coralliens et la fréquence croissante des vagues de chaleur et des incendies de forêt.

Pour relever ces défis, les scientifiques soulignent la nécessité d'une action urgente et coordonnée. La transition vers des sources d'énergie renouvelables, l'investissement dans des infrastructures durables et l'adoption de solutions basées sur la nature sont des étapes cruciales pour atteindre les objectifs climatiques. Les scientifiques soulignent surtout l'importance de la coopération internationale!

REFERENCES

United Nations. (n.d.). Sustainable Development Goals. <https://www.un.org/sustainabledevelopment/sustainable-development-goals/>

Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC). (2023). IPCC Sixth Assessment Report. Retrieved from <https://www.ipcc.ch/reports/>

World Meteorological Organization (WMO). (2022). State of the Global Climate 2022. <https://public.wmo.int/en/resources/state-of-the-global-climate>



Co-financé par l'Union européenne.

Les points de vue et opinions exprimés n'engagent que leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement ceux de l'Union européenne ou de l'Agence exécutive européenne pour l'éducation et la culture (EACEA). Ni l'Union européenne ni l'autorité chargée de l'octroi des subventions ne peuvent en être tenues responsables. Projet : 101081687 – C4C – CERV-2022-CITIZENS-CIV

La législation européenne et mondiale sur le climat. Ce que la science nous dit aujourd'hui.

V. Suggestions et liens vers les nouveaux rapports

Pour rester informés des derniers développements en matière de science et de politique climatiques, il est essentiel de se référer à des sources faisant autorité. Les rapports et recueils de données suivants fournissent des informations fiables :

- **Rapport 2023 du GIEC** : Le dernier rapport du GIEC présente une évaluation complète de l'état actuel de la science du climat et des impacts du réchauffement climatique. Il décrit les voies à suivre pour limiter l'augmentation de la température et propose des recommandations politiques. Le GIEC a finalisé le rapport de synthèse pour le sixième rapport d'évaluation lors de la 58e session du groupe qui s'est tenue à Interlaken, en Suisse, du 13 au 19 mars 2023.
- **Organisation météorologique mondiale-(1) (OMM)** : L'OMM publie régulièrement des rapports sur l'état du climat, y compris des mises à jour sur les concentrations de gaz à effet de serre,

les tendances de la température mondiale et les événements météorologiques extrêmes.

- **Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC)** : Le site web de la CCNUCC offre une mine d'informations sur le changement climatique, y compris le texte de l'Accord de Paris, les soumissions des pays et les rapports d'avancement.
- **World Resources Institute (WRI)-(2) Climate Watch** : Climate Watch est une plateforme en ligne qui fournit des données interactives et des visualisations sur les émissions de gaz à effet de serre, les engagements nationaux en matière de climat et les initiatives d'action climatique. Elle permet aux utilisateurs d'explorer et d'analyser les données relatives au climat provenant de pays du monde entier.



1
WORLD
METEOROLOGICAL
ORGANIZATION



2

REFERENCES

United Nations. (n.d.). Sustainable Development Goals. <https://www.un.org/sustainabledevelopment/sustainable-development-goals/>

Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC). (2023). IPCC Sixth Assessment Report. Retrieved from <https://www.ipcc.ch/reports/>

World Meteorological Organization (WMO). (2022). State of the Global Climate 2022. <https://public.wmo.int/en/resources/state-of-the-global-climate>

La législation européenne et mondiale sur le climat. Ce que la science nous dit aujourd'hui.

VI. Réflexions

En ce qui concerne la législation sur le climat, il est clair que des progrès significatifs ont été réalisés. L'UE et de nombreux pays ont fixé des objectifs ambitieux et mis en œuvre des mesures pour atténuer le changement climatique. Toutefois, il reste encore beaucoup à faire pour combler l'écart entre les actions actuelles et le niveau d'ambition nécessaire.

Les dernières recherches scientifiques soulignent l'urgence de la situation, autant que la nécessité d'une action immédiate et transformatrice.

Il est essentiel que les décideurs politiques, les entreprises et les particuliers alignent leurs efforts sur les données scientifiques disponibles les plus sérieuses. En adoptant des pratiques durables, en investissant dans des technologies propres et en promouvant la collaboration internationale, nous pouvons créer un avenir plus durable pour les générations à venir.



TOUS LES REFERENCES

CAN Europe (2022). Climate Laws in Europe Essential for achieving climate neutrality. <https://www.germanwatch.org/sites/default/files/Climate-laws-briefing-ena.pdf>

European Commission. (n.d.) EU Emissions Trading System (EU ETS). https://ec.europa.eu/clima/policies/ets_en

European Commission. (n.d.) The European Green Deal. https://ec.europa.eu/info/strategy/principles-2019-2024/european-green-deal_en

European Council. (2023). Climate change: what the EU is doing. <https://www.consilium.europa.eu/en/policies/climate-change/>

Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC). (n.d.). About IPCC. <https://www.ipcc.ch/about/>

IPCC. (2023). AR6 Synthesis Report: Climate Change 2023. <https://www.ipcc.ch/report/sixth-assessment-report-cycle/>

United Nations Framework Convention on Climate Change (UNFCCC). (2015). Paris Agreement. <https://unfccc.int/process-and-meetings/the-paris-agreement/the-paris-agreement>

United Nations Framework Convention on Climate Change (UNFCCC). (2021). Nationally Determined Contributions (NDCs). <https://unfccc.int/process/the-paris-agreement/nationally-determined-contributions-ndcs>

United Nations Framework Convention on Climate Change (UNFCCC). (n.d.). Green Climate Fund. <https://unfccc.int/process/bodies/funds-and-financial-entities/green-climate-fund>

United Nations. (n.d.). Sustainable Development Goals. <https://www.un.org/sustainabledevelopment/sustainable-development-goals/>

Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC). (2023). IPCC Sixth Assessment Report. Retrieved from <https://www.ipcc.ch/reports/>

World Meteorological Organization (WMO). (2022). State of the Global Climate 2022. <https://public.wmo.int/en/resources/state-of-the-global-climate>

Comment les citoyens peuvent-ils participer aux décisions de l'UE ?

Informations sur les organes de l'UE chargés de l'environnement.
Lutter contre le changement climatique.



Comment les citoyens peuvent-ils participer aux décisions de l'UE ?

L'UE dispose de différents outils accessibles aux citoyens comme vous, qui permettent de faire entendre votre voix et d'exprimer votre opinion auprès des institutions européennes :

- **Donnez votre avis** : sur le portail [Have Your Say portal](#), vous pouvez partager vos points de vue et vos idées sur les initiatives de la Commission dans tous les domaines d'action. Il est possible de s'inscrire pour recevoir des notifications concernant les actualités au fur et à mesure que les initiatives prennent forme, y compris après l'adoption de la législation.
- Rencontrez en personne des représentants de l'UE pour discuter des sujets qui vous intéressent en participant aux **dialogues citoyens** organisés régulièrement dans toute l'UE.
- Les **panels de citoyens européens** réunissent des citoyens sélectionnés au hasard dans les 27 pays de l'UE pour discuter des principales propositions à venir et formuler des recommandations que la Commission européenne prendra en considération lors de la définition de ses initiatives politiques et législatives.

- Envoyez une **pétition** au Parlement européen pour exprimer votre opinion et faire usage de vos droits fondamentaux en matière de pétition.
- **Debating Europe** est la plateforme où vous pouvez débattre des questions qui vous tiennent à cœur avec des politiciens et des experts européens. La plateforme recueille les commentaires et les questions.
- Lancez une **initiative citoyenne européenne (ICE)** : un moyen de contribuer à l'élaboration des politiques de l'UE en demandant à la Commission européenne de proposer de nouvelles lois. Les organisateurs doivent réunir au moins 7 citoyens de 7 pays de l'UE et collecter des signatures dans toute l'Europe. Lorsqu'une initiative a atteint un million de signatures, la Commission décide des mesures à prendre.

Le forum ICE a été créé pour soutenir les initiateurs d'ICE, vous y trouverez des outils, des conseils, des tutoriels et des témoignages sur l'organisation d'une ICE.

Connaissez-vous le principe du multilinguisme ?

Lorsque vous contactez directement les institutions et les organes consultatifs de l'UE, vous avez droit à une réponse dans l'une des 24 langues officielles de l'UE.

REFERENCES

https://european-union.europa.eu/live-work-study/participate-interact-vote_en

ECI:
<https://europa.eu/citizens-initiative/en>

European Citizens' Initiative forum:
<https://europa.eu/citizens-initiative-forum/en>

Have your Say portal:
https://ec.europa.eu/info/law/better-regulation/have-your-say_en

Citizens' panels:
https://citizens.ec.europa.eu/index_en

Petition to the EU Parliament:
<https://www.europarl.europa.eu/petitions/en/home>

Debating Europe:
<https://www.debating-europe.eu/>

Comment lutter dans un monde qui brûle ?

Comment agir et mener des campagnes sur le changement climatique ?



Comment lutter dans un monde qui brûle ?

Tout d'abord, il est important de souligner à quel point les questions climatiques sont liées aux questions sociales. Il n'y a pas de justice climatique sans justice sociale, nous devons nous battre pour les deux !

Il existe de nombreuses façons de militer et de faire campagne pour la justice climatique et sociale, chacune répondant à des besoins et à des situations différents.

I. Le lobbying privé

Le lobbying consiste à représenter des intérêts particuliers auprès des institutions publiques. En fait, les institutions font des choix politiques qui affectent inévitablement le climat et les écosystèmes, par exemple en choisissant les sources d'énergie à utiliser ou les infrastructures à construire. Pour un activiste climatique, le lobbying consiste donc à représenter les intérêts des écosystèmes afin que les institutions disposent de suffisamment d'éléments pour évaluer les implications et les conséquences de leurs décisions sur le changement climatique.

Le lobbying peut s'appliquer à toutes les institutions : depuis un simple conseil jusqu'aux institutions européennes.

II. Agir avec des associations environnementales locales

Il existe de nombreux groupes environnementaux locaux, chacun ayant des spécificités qui les différencient des autres. Certains groupes environnementaux agissent par le biais de manifestations publiques ou d'actions de désobéissance civile dans le but d'attirer l'attention sur leurs propositions pour faire face à la crise climatique.

D'autres groupes environnementaux cherchent à communiquer sur la crise climatique, soit en écrivant des livres, soit en utilisant les médias sociaux, dans le but d'informer les gens sur les problèmes et les solutions possibles liés à la crise.

D'autres organisent des actions eux-mêmes pour s'opposer à l'abattage de forêts anciennes ou à des travaux inutiles à grande échelle qui dévastent les écosystèmes, ou encore pour demander la fermeture de mines de combustibles fossiles.

REFERENCES

Climate Justice is social Justice:
https://en.wikipedia.org/wiki/Climate_justice

Some example movements:
Ende Gelände:
<https://www.ende-gelaende.org/en/>

Fridays for Future:
<https://fridaysforfuture.org/>

Extinction Rebellion
<https://rebellion.global/>

Global Alliance of the Youth:
<https://globalallianceatc.wordpress.com/>

Ecologia Politica Network:
https://www.instagram.com/ecologiapolitica_network/

Comment lutter dans un monde qui brûle ?

D'autres groupes encore agissent par le biais de pétitions et de collectes de signatures visant à proposer ou à bloquer des lois ou des projets spécifiques, tels que la construction d'infrastructures.

Souvent, ces types d'actions s'accompagnent également d'activités de lobbying : c'est par exemple le cas de la campagne #notmytaxonomy promue par plusieurs groupes environnementaux pour empêcher le Parlement européen de qualifier le gaz méthane et l'énergie nucléaire de sources d'énergie durables.

Malgré leur diversité, les associations environnementales se regroupent souvent pour mener leurs campagnes plus efficacement.

III. Quelques exemples de luttes réussies

Étant donné que les défenseurs du climat luttent pour résoudre un problème très vaste et très complexe, on peut souvent se sentir découragé. Cependant, de nombreuses luttes environnementales ont été couronnées de succès.

Le mouvement de résistance français contre la construction d'un aéroport dans la région de Notre-Dame-des-Landes en est un exemple.

Au début des années 2000, après une tentative d'expulsion par les autorités, la zone a été occupée par des agriculteurs et des défenseurs du climat.

La bataille contre l'aéroport a duré jusqu'en 2018, lorsque le président Macron a annoncé que le projet serait annulé.

Une autre histoire d'activisme réussie est celle de la bataille contre les jets privés à l'aéroport de Schiphol à Amsterdam. Pendant des années, plusieurs groupes environnementaux, dont GreenPeace et Extinction Rébellion, ont protesté par des actions de désobéissance civile pour que l'aéroport empêche les vols de jets privés. Par exemple, en novembre 2022, des centaines d'activistes ont occupé la piste réservée aux jets privés. Finalement, en avril 2023, il a été annoncé que l'aéroport supprimerait les vols de jets privés.

Même de petites associations peuvent avoir un impact. Par exemple, ReCommon, une association italienne qui fait pression sur les grandes banques et les compagnies d'assurance liées au monde des combustibles fossiles, a forcé la divulgation d'informations environnementales cruciales sur deux projets de production, de liquéfaction et de commercialisation de gaz naturel liquéfié (le

REFERENCES

ZAD-Notre Dame de Landes:
<https://reporterre.net/Notre-Dame-des-Landes-sous-Macron-une-victoire-et-des-dechirements>

#BanPrivateJets:
<https://www.greenpeace.org/international/story/59585/good-news-stories-from-around-the-world/>

ReCommon:
<https://www.recommon.org/vittoria-recommon-ottiene-accesso-alle-informazioni-sui-progetti-di-eni-e-saipem-in-mozambico/>

Lawsuit for inaction in France:
<https://laffairedusiecle.net/laffaire/>



Co-funded by
the European Union

Co-financé par l'Union européenne.

Les points de vue et opinions exprimés n'engagent que leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement ceux de l'Union européenne ou de l'Agence exécutive européenne pour l'éducation et la culture (EACEA). Ni l'Union européenne ni l'autorité chargée de l'octroi des subventions ne peuvent en être tenues responsables. Projet : 101081687 – C4C – CERV-2022-CITIZENS-CIV

Comment lutter dans un monde qui brûle ?

projet Coral South et Mozambique LNG), qui impliquent Eni et Saipem ainsi que d'autres exportateurs italiens. L'association a ainsi pu faire savoir que les financeurs des projets au Mozambique n'ont pas procédé à une évaluation adéquate de toutes les émissions de gaz à effet de serre que ces projets généreront.

Un autre résultat positif obtenu est le procès contre l'État français qui a conduit à la condamnation de ce dernier pour "inaction" face au changement climatique (non-respect de ses engagements dans le cadre de l'Accord de Paris, entre autres) en 2021.

Le procès avait été initié par les associations Greenpeace, Oxfam, la Fondation Nicolas Hulot et Notre Affaire à tous, qui avaient recueilli 2,3 millions de signatures sur une pétition appelant à en faire plus contre le changement climatique.

Pour la première fois, un tribunal européen a jugé dans cette affaire que l'État peut être tenu responsable de ses engagements en matière de lutte contre la crise climatique.

Il s'agit d'un précédent juridique important qui peut être utilisé par des millions de personnes dans le monde, touchées par la crise climatique, pour défendre leurs droits.

Et en même temps c'est une invitation pour tous les pays du monde à traduire les promesses en actions concrètes.



TOUS LES REFERENCES

Climate Justice is social Justice:
https://en.wikipedia.org/wiki/Climate_justice

Some example movements: Ende Gelände:
<https://www.ende-gelaende.org/en/>

Fridays for Future:
<https://fridaysforfuture.org/>

Extinction Rebellion
<https://rebellion.global/>

Global Alliance of the Youth:
<https://globalallianceatc.wordpress.com/>

Ecologia Politica Network:
<https://www.instagram.com/ecologiapolitica>

ZAD-Notre Dame de Landes:
<https://reporterre.net/Notre-Dame-des-Landes-sous-Macron-une-victoire-et-des-dechirements>

#BanPrivateJets:
<https://www.greenpeace.org/international/story/59585/good-news-stories-from-around-the-world/>

ReCommon:
<https://www.recommon.org/vittoria-recommon-ottiene-accesso-alle-informazioni-sui-progetti-di-eni-e-saipem-in-mozambico/>

Lawsuit for inaction in France:
<https://laffairedu siecle.net/laffaire/>

Crédits et licence

Ce manuel a été produit par les organisations partenaires du projet Citizens for Climate

anthro pol is

cifa
FOR PEOPLE

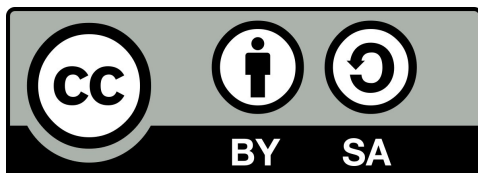
CW
EP
Centrum Wspierania
Edukacji
i Przedsiębiorczości



LABC

Le contenu est publié sous la licence suivante :

[Attribution-ShareAlike 4.0 International \(CC BY-SA 4.0\)](https://creativecommons.org/licenses/by-sa/4.0/)



Co-financé par l'Union européenne.

Les points de vue et opinions exprimés n'engagent que leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement ceux de l'Union européenne ou de l'Agence exécutive européenne pour l'éducation et la culture (EACEA). Ni l'Union européenne ni l'autorité chargée de l'octroi des subventions ne peuvent en être tenues responsables. Projet : 101081687 – C4C – CERV-2022-CITIZENS-CIV

